

# LA FRANCE EN MARCHÉ

UNE CHANCE  
POUR RELANCER  
L'EUROPE !  
PAR MICHEL GODET



ÉCONOMISTE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES TECHNOLOGIES ET VICE-PRÉSIDENT DE LA FONDATION MMA DES ENTREPRENEURS DU FUTUR, MICHEL GODET EST UN EUROPHILE CONVAINCU. SELON LUI, LE BINÔME FRANCO-ALLEMAND DOIT MAINTENANT S'ACCORDER POUR DONNER UNE NOUVELLE IMPULSION AUX VINGT-SEPT.



Emmanuel Macron, en optant pour l'Europe, a fait preuve d'audace autant que de bon sens : l'Europe est un rêve qu'il serait dangereux de briser, comme un jouet qui aurait fait son temps et qui servirait de bouc émissaire. Il faut certainement réparer le jouet et le réserver à ceux qui en respectent les règles. Il faudrait aussi cesser de faire porter à l'Europe l'impuissance et le manque de courage des politiques antérieures qui, à droite comme à gauche, ont chargé la mule de Bruxelles de tous les maux bureaucratiques. Il est vrai que le déficit démocratique a été bien réel : on a contourné les résultats du référendum de 2005. Il est vrai aussi que certains territoires, loin des métropoles, se sentent les oubliés de la croissance et de l'emploi. Les voix du Front national, de Debout la France et de la France insoumise s'expliquent en grande partie de ce fait, et pas seulement par le talent de récupération démagogique de leurs leaders. On relèvera avec intérêt que le Front national a dû reculer sur certains sujets européens car nombre de ses électeurs se sont montrés attachés à l'euro. Ce qui indique aussi que le rejet de l'Europe a ses limites.



# LE SPECTRE D'UN FREXIT S'ÉLOIGNE

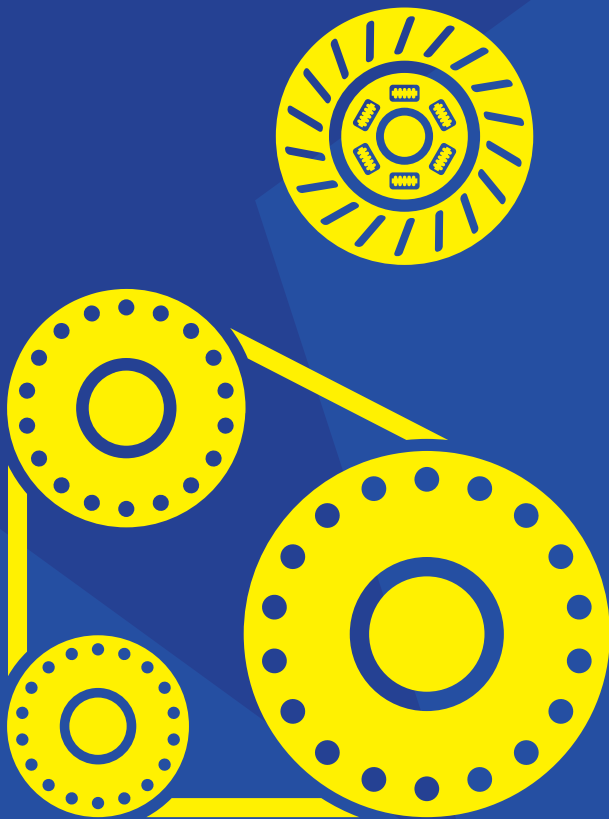


De son côté, le Brexit pourrait bien vite apparaître comme une mauvaise nouvelle, surtout pour les Anglais. Ils ont pris le risque de l'éclatement de l'Europe. Ce risque est d'abord celui de leur isolement dans un grand large plus incertain que jamais, où même le grand frère américain fait défaut. Tandis que le reste de l'Europe, représenté par Michel Barnier, demande des comptes au Royaume-Uni qui doit payer pour s'en aller. Le spectre d'un éclatement de l'Europe en cascade suite au Brexit s'est d'ailleurs éloigné. Aucun des pays de l'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal) n'a emboîté le pas. C'est même le contraire qui apparaît en Espagne où la Catalogne veut faire sécession de l'État central tout en restant dans l'Europe. Même constat pour l'Irlande du Nord et l'Écosse. On le voit, ceux qui songent à quitter le navire européen ne sont pas légion et, quand bien même, le départ de certains pays (on songe à la Hongrie) serait moins un problème qu'une solution. Pour être membre d'un club, il faut respecter les règles du jeu et partager ses valeurs. L'union y gagnerait en cohésion.

Au moment des présidentielles, nos voisins européens ont craint un Frexit. Pour eux, la sortie de la France de l'Union européenne aurait vraiment signifié la fin d'une longue marche commencée il y a plus de soixante ans. En votant pour Emmanuel Macron, les Français se sont d'abord prononcés pour l'Europe et aussi pour que cesse le clivage droite-gauche. Ce dernier étant d'autant plus artificiel qu'il existe bien des majorités d'idées en faveur des réformes qui sont indispensables pour que la France redevenue exemplaire dans sa capacité à se moderniser. Comment redevenir crédible aux yeux de nos amis Allemands et rétablir notre compétitivité dans la zone euro avec une dépense publique plus élevée de 12 points par rapport au PIB ? (57 % contre 45 %, alors qu'en 1980 c'était la situation inverse) ? Il faut certainement réduire le nombre de fonctionnaires (il a augmenté d'un million en France depuis 1980 dans les collectivités territoriales) et ne pas confondre service public avec statut des employés qui le rendent. Les périmètres ne sont, certes, pas comparables, mais en Allemagne, il y a deux fois moins de fonctionnaires par habitant qu'en France. Parmi les dépenses à regarder de plus près, il y a certainement l'aide publique au logement qui représente 2 % du PIB en France contre 1 % en Allemagne alors que le coût du logement y est deux fois plus faible. Il y a aussi des dépenses militaires qui sont pour l'Allemagne inférieures d'au moins 1 % du PIB à ce qu'elles devraient être compte tenu de ses capacités et surtout de ses responsabilités.



# IL FAUT RELANCER LE MOTEUR FRANCO-ALLEMAND



De ce point de vue, la revendication du président Trump pour que les pays européens assument une part plus importante de leur défense dans le cadre de l'OTAN est aussi une chance à saisir pour relancer l'Europe de la défense.

Il n'y a pas d'Europe possible sans la France. Mais l'Europe ne peut avancer que si le couple franco-allemand danse au même rythme. Ce qui n'est plus le cas depuis le début des années 2000 où les divergences multiples se sont accentuées (équilibre budgétaire, chômage, performances à l'export, dynamique démographique...). Il faut rappeler que le couple franco-allemand compte pour près de la moitié du PIB de la zone euro (20 % pour la France et 28 % pour l'Allemagne), il assure 44 % des exports de la zone euro. L'Allemagne est un client important pour la France (15 % de ses exports), la réciproque est moins vraie : la France ne représente que 8,4 % des exports de l'Allemagne. La zone euro assure 54 % de ses exportations vers elle-même, c'est dire qu'elle est fortement intégrée.

La France se doit de respecter ses engagements budgétaires pour retrouver sa crédibilité et relancer le moteur franco-allemand. En lui donnant de nouveaux objectifs économiques, sociaux, environnementaux, mais aussi militaires. Ces objectifs seront d'autant plus faciles à tenir si l'Europe sort du cycle de baisse tendancielle du PIB par tête : 0,6 % par an entre 2000 et 2015 contre 2 % par an dans la période 1980-2000 et même 3,7 % pour la période 1960-1980. Les États-Unis et le Japon sont aussi concernés par cette baisse tendancielle du PIB par tête. Nous avons avancé une hypothèse de vieillissement démographique pour expliquer ce déclin. La technologie n'est pas en cause, au contraire. La question de la relance démographique de l'Europe n'est pas moins vitale que celle de l'environnement. Au-delà de la croissance, il y va aussi de notre capacité à accueillir les inévitables flux migratoires. Sur le plan des politiques familiales, la France a aussi quelques réussites à promouvoir en Europe. Bref, la France est en marche, il ne tient qu'à elle de relancer l'Europe en dansant à nouveau avec l'Allemagne, sans faux pas.

